

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20191210-lmc1151987-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 18
décembre 2019
Date d'affichage : 16/12/2019

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
mardi 10 décembre 2019**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	17	11

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 19/12/483

**PORT DE TOULON
(CONCESSION
PLAISANCE) - TARIFS
DE DROITS DE PORT
APPLICABLES EN 2020**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE convoqué le mardi 10 décembre 2019, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Audrey PASQUALI-CERNY

PRESENTS :

Monsieur Thierry ALBERTINI, Madame Dominique ANDREOTTI, Madame Edith AUDIBERT, Madame Hélène AUDIBERT, Monsieur Christian BARLO, M. Robert BENEVENTI, Madame Martine BERARD, Madame Nicole BERNARDINI, Madame Véronique BERNARDINI, Monsieur Frédéric BOCCALETTI, Monsieur François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Monsieur Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVARD, Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Jacques COUTURE, Madame Caroline DEPALLENS, Monsieur Jean-Guy DI GIORGIO, Madame Annick DUCARRE, Monsieur Jean-Pierre EMERIC, M. Hubert FALCO, Madame Amandine FUMEX, Madame Claude GALLI-ARNAUD, Madame Vanessa GERBY-GEBELLIN, Madame Marcelle GHERARDI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Marc GIRAUD, Madame Christiane JAMBOU, Monsieur Yves KBAIER, Monsieur Michel LANDOLFINI, Madame Laure LAVALETTE, Madame Danièle LE GAC, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Béatrice MANZANARES, Madame Edwige MARINO, Monsieur Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Madame Christine PAGANI-BEZY, Madame Audrey PASQUALI-CERNY, Madame Chantal PORTUESE, Monsieur Guy REBEC, Madame Denise REVERDITO, Madame Anne-Marie RINALDI, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, Monsieur Yann TAINGUY, Monsieur Léopold TROUILLAS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, M. Marc VUILLEMOT, Monsieur Jean-Yves WAQUET

REPRESENTES :

Monsieur Claude ASTORE représenté(e) par Monsieur Christian BARLO, Monsieur Michel BONNUS représenté(e) par Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marie-Christine BOUCHEZ représenté(e) par Madame Denise REVERDITO, Monsieur Marc DESGORCES représenté(e) par Monsieur Frédéric BOCCALETTI, Madame Florence FEUNTEUN représenté(e) par Monsieur Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre HASLIN représenté(e) par Madame Anne-Marie RINALDI, Mme Christiane HUMMEL représenté(e) par Monsieur Christophe MORENO, Monsieur Laurent JEROME représenté(e) par M. Yannick CHENEVARD, Madame Raphaëlle LEGUEN représenté(e) par M. Marc VUILLEMOT, Madame Geneviève LEVY représenté(e) par Madame Marcelle GHERARDI, Monsieur Guy MARGUERITTE représenté(e) par Monsieur Michel LANDOLFINI, Madame Josette MASSI représenté(e) par Monsieur Léopold TROUILLAS, M. Jean-Louis MASSON représenté(e) par M. Christian SIMON, Madame Anne-Marie METAL représenté(e) par Monsieur Jean-Pierre EMERIC, Madame Valérie MONDONE représenté(e) par Madame Martine BERARD, Monsieur Jérôme NAVARRO représenté(e) par Madame Hélène AUDIBERT, Madame Valérie RIALLAND représenté(e) par M. Hervé STASSINOS

ABSENTS :

Madame Nathalie BICAIS, Madame Béatrice BROTONS, Madame Fabiola CASAGRANDE, Monsieur Jean-Pierre COLIN, Monsieur Michel DALMAS, Monsieur Alain FUMAZ, Monsieur Damien GUTTIEREZ, Madame Sylvie MAHIEU, Madame Reine PEUGEOT, Madame Karine TROPINI, Monsieur Jérémy VIDAL

Séance Publique du 10 décembre 2019

N° D'ORDRE : 19/12/483

**OBJET : PORT DE TOULON (CONCESSION PLAISANCE)
- TARIFS DE DROITS DE PORT APPLICABLES
EN 2020**

M. Le Président expose :

Mes chers collègues,

La présente délibération a pour objet le vote de la modification du Tarif des Droits de Port applicable aux Ports de la Concession Plaisance de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var à compter du 1er janvier 2020. La procédure de modification des tarifs dépend du Code des Transports et nécessite la consultation de plusieurs entités : la Préfecture du Var, la Direction Régionale des Douanes de Provence et le Conseil Portuaire du port concerné. Ces tarifs ont préalablement fait l'objet d'un affichage et d'une concertation avec les usagers du port.

Après avoir entendu le rapport du Président,

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU la concession du 2 juillet 1971, attribuée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) concernant « l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement Maritime de Toulon »,

VU l'arrêté n° AP 19/160 du 02/10/2019 portant ouverture de l'instruction administrative tarifaire,

VU l'arrêté n° AP 19/172 du 20/11/2019 portant clôture de l'instruction administrative tarifaire,

VU le certificat d'affichage pour le port de Toulon en date du 12/11/2019,

VU l'avis de la Préfecture du Var, consultée par courrier en date du 12/10/2019,

VU l'avis de la Direction Régionale des Douanes de Provence, consultée par courrier en date du 12/10/2019,

VU l'avis du Conseil Portuaire de Toulon-La Seyne-Brégaillon du 15 novembre 2019,

VU l'avis du Conseil d'exploitation des régies des Ports du 19 novembre 2019,

VU l'avis de la Commission des Finances du 02 Décembre 2019,

CONSIDERANT que la présente délibération a pour objet l'approbation des tarifs de droits de port applicables au port de Toulon, concession plaisance, à compter du 1er janvier 2020,

CONSIDERANT que la procédure de modification des tarifs de droits de ports dépend du Code des Transports et nécessite la consultation de plusieurs entités : la Préfecture du Var, la Direction Régionale des Douanes de Provence et le Conseil portuaire du port concerné. Ces tarifs ont préalablement fait l'objet d'un affichage et d'une concertation avec les usagers du port,

CONSIDERANT les propositions tarifaires formulées par le concessionnaire pour l'exercice 2020, annexées à la présente délibération,

CONSIDERANT que la procédure de consultation préalable a été régulièrement accomplie,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les tarifs de droits de port pour la concession plaisance proposés par le concessionnaire et applicables au 1er janvier 2020 tels que définis aux documents annexés.

ARTICLE 2

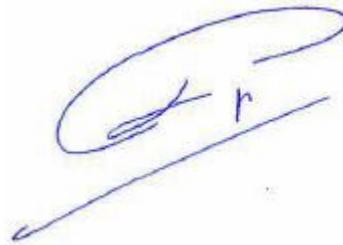
DE SOUSCRIRE à la procédure de publication et d'affichage réglementaire.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 10 décembre 2019

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 70

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

PORTS DE PLAISANCE

Ports de la Concession Plaisance

Toulon Vieille Darse – Toulon Darse Nord

Saint Louis du Mourillon

La Seyne sur Mer – Saint-Mandrier

DROITS DE PORT

N°12

(T.V.A. à 20,00%)

Applicables au 1^{er} janvier 2020

Institués en application du Code des transports



Les ports

Direction des Ports

Port la Seyne / Brégaillon – 663 avenue de la première armée française – 83500 La Seyne sur Mer
Tél : 04.94.22.80.80 – Fax : 04.94.22.80.81

SOMMAIRE

NAVIRE DE COMMERE

- Redevance sur le navire
- Redevance sur les marchandises
- Redevance sur les passagers
- Redevance de stationnement
- Redevance sur les déchets d'exploitation

NAVIRE DE PECHE

- Redevance sur l'équipement
- Redevance sur les produits de la pêche
- Redevance de stationnement

NAVIRE DE PLAISANCE OU DE SPORT

NAVIRE DE COMMERCE

SECTION I REDEVANCE SUR LE NAVIRE

(Sans objet)

SECTION II REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

(Sans objet)

SECTION III REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

CONDITIONS D'APPLICATION DE LA REDEVANCE SUR LES PASSAGERS PREVUE AUX ARTICLES R.5321-34 A R.5321-36 DU CODE DES TRANSPORTS

91 – Les passagers débarqués ou embarqués sont soumis à une redevance de **0,1368 € H.T (0,1642 € T.T.C)** par passager et par port.

Un abattement de 50% est prévu pour les liaisons transrade : soit une redevance de **0,0684 € H.T (0,0821 € T.T.C)** par passager embarqué ou débarqué et par port.

92 – Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

93 – Les dispositions relatives aux abattements. (Sans objet)

SECTION IV REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

ARTICLE 10 : CONDITIONS D'APPLICATION DE LA REDEVANCE DE STATIONNEMENT PREVUE A L'ARTICLE R.5321-29 DU CODE DES TRANSPORTS

101 – (Sans objet)

102 – La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur.
Le minimum de perception est de... par navire, le seuil de perception est fixé par navire. (Sans objet)

103 – Sont exonérés de la redevance de stationnement. (Sans objet)

104 – Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le 1^{er} jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

SECTION V REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES DECHETS

Il est perçu à la sortie du port, sur tout navire de commerce, une redevance sur les déchets d'exploitation des navires. **Cette redevance est à la charge de l'armateur.** Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des transports, soit sur une base forfaitaire.

Les taux de cette redevance sont fixés en fonction de la catégorie, du type et de la taille des navires et du type des déchets d'exploitation.

TYPE ET CATEGORIE DE NAVIRES	Taux de la redevance sortie
1. NAVIRES A PASSAGERS	Sans objet
2. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE	Sans objet
3. AEROGLISEURS ET HYDROGLISEURS	Sans objet
4. NAVIRES BASE DE PLONGEE	Sans objet
5. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI-DESSUS	Sans objet

En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des transports :

Le minimum de perception est fixé à €sans objet

Le seuil de perception est fixé à€sans objet

Nb : Lorsque le port ne réalise lui-même aucune prestation relative à la réception et au traitement des déchets d'exploitation, **aucune redevance n'est perçue** dans ce cas, le ou les prestataires extérieurs facturant directement leur prestation au navire.

Forfait de redevance prévu à l'article R.5321-28.2° du Code des transports :

Lorsqu'un forfait de redevance sur le navire est appliqué, conformément à l'article 6 de la section 1, **ce forfait tient également lieu de redevance** sur les déchets d'exploitation des navires.

La redevance sur les déchets, n'est applicable aux navires suivants :

- Navires affectés à l'assistance aux navires (pilotage, remorquage, lamanage, sauvetage) ;
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- Navires qui ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- Navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales.

Articles R.5321-38 et R.5321-39 du Code des transports :

- Les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, qui peuvent justifier qu'ils sont titulaires d'un certificat de dépôt des déchets d'exploitation dans un port d'un Etat membre de la Communauté Européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire, sont exemptés du paiement de cette redevance.

- Les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, qui peuvent justifier qu'ils sont titulaires d'un contrat de dépôt des déchets d'exploitation et du paiement de la redevance y afférente, passé dans un port d'un Etat membre de la Communauté Européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire, sont exemptés du paiement de cette redevance.

NAVIRE DE PECHE

REDEVANCE SUR LA VALEUR DES PRODUITS DE LA PECHE DEBARQUES

ARTICLE 1 : Conditions d'application de la redevance d'équipement

Le taux de la redevance d'équipement est fixé à (sans objet) de la valeur des produits de la pêche débarqués.

Cette redevance est perçue quels que soient le port de stationnement habituel et la nationalité du navire débarquant les produits de la pêche.

Le minimum de perception (sans objet)

Le seuil de perception (sans objet)

ARTICLE 2 : (Sans objet)

REDEVANCE APPLICABLE AUX PRODUITS DE L'OSTREICULTURE DE LA MYTILICULTURE ET DE LA CONCHYLICULTURE

(Sans objet)

NAVIRE DE PLAISANCE

REDEVANCE DES NAVIRES DE PLAISANCE OU DE SPORT

ARTICLE 1 : Conditions relatives à la redevance d'équipement des ports de plaisance

Tarifcation traitée dans le cadre de la tarification des redevances de stationnement et d'amarrage

9 – le montant de la redevance d'équipement est calculé en fonction de la longueur et de la largeur du navire et de la durée de son stationnement dans le port de Toulon dans les conditions suivantes : (Sans objet)

12 – La durée de stationnement est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour.

ARTICLE 2 : Conditions de modulation de la redevance d'équipement (Sans objet)

21 – Sans objet

22 – La redevance n'est pas perçue :

- pour les navires affectés à un service public ou au sauvetage ;
- pendant le séjour des navires dans les chantiers navals pour entretien, réparation ou transformation, ou lorsqu'ils sont tirés à terre pour gardiennage.

23 – Sans objet

24 – Le stationnement n'est pas considéré comme interrompu par une sortie terminée par une rentrée au port le même jour, sauf en ce qui concerne les navires de moins de 2 tonneaux de jauge brute. (Sans objet)

ARTICLE 11 : LE PRESENT TARIF ENTRERA EN VIGUEUR DANS LES CONDITIONS FIXEES A L'ARTICLE R.5321-12 DU CODE DES TRANSPORTS